JOURNAL DE ROUBAIX

POLITIQUE, COMMERCE, INDUSTRIE

ANNONCES JUDICIAIRES, ADMINISTRATIVES & COMMERCIALES

BULLETIN COMMERCIAL DE ROUBAIX ET TOURCOING

Ce journal paraît les Mercredi, Vendredi et Dimanche.
Il est distribué en ville dans la soirée qui précède sa date.

ABONNEMENTS: Pour Roubaix, 25 francs par an.
14 » six mois.
7 50 » trois mois.

Les lettres, réclamations et annonces doivent être adressées au rédacteur-gérant,
bureau du Journal, Grande-Rue, 56.

On rend compte des ouvrages dont l'auteur dépose deux exemplaires.

On s'abonne et l'on reçoit les annonces, à Paris, chez
MM. LAFFITTE, BULLIER et C^{ie}, 20, rue de la Banque.

Le JOURNAL DE ROUBAIX est seul désigné pour la
publication des annonces de MM. HAYAS, LAFFITTE, BULLIER
et C^{ie}, pour les villes de Roubaix et Tourcoing.

ROUBAIX

10 janvier 1863.

Le *Moniteur* annonce que l'Empereur ouvrira en personne, lundi prochain, la session législative de 1863. Sa Majesté recevra le serment des sénateurs et des députés qui n'ont pas encore rempli cette formalité. Le discours de l'Empereur sera transmis dans les départements par le télégraphe.

La discussion des affaires du Mexique vient de se terminer à la Chambre des députés de Madrid; M. Mon a vivement attaqué le Cabinet en élevant contre lui une objection qui semble sans réplique. M. Mon a déclaré, en effet, que le ministère espagnol n'ignorait pas le projet d'établir une monarchie au Mexique; il a même lu une lettre du ministre français à M. Calderon-Collantes, dans laquelle il est clairement question, suivant une dépêche, de la candidature de l'archiduc Maximilien.

La conduite du cabinet espagnol dans les affaires du Mexique vient d'être approuvée par le vote de la Chambre des députés de Madrid à une majorité de 150 voix contre 72.

On écrit de Rome à la *Patrie* que le Pape vient d'arrêter définitivement le programme des réformes consenties par la cour du Vatican. A la date des dernières correspondances, on pensait que le Saint-Siège ne tarderait pas à le porter officiellement à la connaissance du gouvernement de l'Empereur.

Le *Galvani's Messenger* annonce que M. Dayton, ministre des Etats-Unis, a été reçu, le 6 janvier, en audience particulière par l'Empereur, qui a exprimé le désir d'un armistice entre les parties bellicieuses.

On est très préoccupé à Berlin de l'ouverture des Chambres. Le roi enverra, dit-on, un message où seront exposées ses intentions à l'égard de l'organisation militaire. La réponse du Parlement consistera dans le vote ou le rejet des crédits affectés, pour l'exercice actuel, aux dépenses

de l'armée. S'il y a un rejet, la Chambre des députés sera dissoute et un appel immédiatement fait au corps électoral.

Il règne à New-York un si violent mécontentement que la bataille de Frederiksburg n'a pas entraîné la modification attendue dans le cabinet de Washington, que ces sentiments trouvent leur expression jusque dans les correspondances commerciales.

Craignez, écrit à l'un de ses correspondants un important négociant de New-York, que si M. Lincoln persiste à maintenir au pouvoir, surtout dans le département de la guerre, certains de ses conseillers, dont l'incapacité est absolument reconnue, que même les citoyens les plus loyaux refusent de se soumettre volontairement à ce gouvernement. En présence de pareilles circonstances, il n'y a rien d'étonnant à voir se produire une suspension générale des affaires.

J. REBOUX.

Situation de la Banque de France.

Le bilan de la Banque de France, arrêté au 8 janvier, accuse des modifications très importantes dans plusieurs chapitres. Ainsi les portefeuilles réunis, qui étaient descendus le mois dernier à 570 millions, sont remontés à 654 millions. Par contre, l'encaisse métallique a fléchi de 319 à 268 millions.

Les comptes-courants particuliers ont augmenté le chiffre de leur avoir, qui, de 170 millions, se trouve porté à 187. Le Trésor public, par suite du paiement trimestriel de la rente, ne possède plus à la Banque que 92 millions au lieu de 105 millions.

Les avances sur effets publics figurent au bilan pour 107 millions, et les avances sur chemin de fer pour 94 millions.

Le produit des escomptes et intérêts divers, y compris le réescompte du dernier semestre, dépasse 3 millions 600,000 fr.

L'Empereur fera en personne, le lundi 12 janvier, à une heure précise, dans la grande salle du palais du Louvre, l'ouverture de la session législative de 1863, et recevra le serment des membres du Sénat et du Corps législatif qui n'ont point encore rempli cette formalité.

Des salves d'artillerie annonceront le commencement et la fin de la cérémonie.

La France constate que la publication de l'allocation du pape par le journal offi-

ciel a eu un double effet: d'une part, elle a coupé court aux commentaires de certains journaux qui avaient trouvé moyen de tourner contre la France un discours tout en son honneur; de l'autre, elle a jeté dans l'embarras les organes de la révolution, qui alléguent sans cesse les dispositions peu favorables à la cour de Rome.

L'*Opinion nationale* reconnaît que « ce discours est d'un bel accent qu'un homme convaincu peut seul imprimer à ses paroles. Seulement l'*Opinion nationale* a vu dans l'allocation du pape une condamnation des principes de 89, ce que, pour notre part, nous y avons vainement cherché. Comment le pape aurait-il pu flétrir ces principes en s'adressant aux soldats de la grande nation qui en a fait la base de son existence sociale et politique? »

Le *Temps* consent à déclarer que l'allocation du pape a produit la meilleure impression sur ses auditeurs. Selon le correspondant romain de ce journal, jamais Pie IX n'avait paru aux officiers français avec un pareil abandon, une pareille énergie, une pareille cordialité; les officiers sont en ce point plus satisfaits de ce discours, et que c'est avec un véritable enthousiasme que le pape s'est exprimé à l'égard de l'Empereur et de l'Impératrice.

Le *Sicéle* se dispense de faire le moindre éloge du discours; il daigne cependant faire remarquer qu'il existe une assez grande différence entre le texte publié par le *Moniteur* et celui reproduit par l'*Union*.

On écrit de Londres à la *Patrie* que M. le baron de Brunow, ambassadeur de Russie, a donné lecture, le 10 décembre, de la dépêche à lui adressée par le prince Gortschakoff en réponse aux communications de lord Napier, relatives à l'intention de l'Angleterre d'abandonner le protectorat des Iles Ioniennes.

Le ministre des affaires étrangères de l'empereur Alexandre s'attachait d'abord à établir, dans cette dépêche, que le cabinet de Saint-Petersbourg ne saurait élever aucune objection contre toute combinaison qui tendrait à fortifier en Orient l'élément chrétien. Il ne contestait pas davantage le droit de la Grande-Bretagne de se dessaisir du protectorat de la République septinsulaire; mais il rappellerait qu'investie par les traités d'un mandat en

quelque sorte européen, ce n'est pas vis-à-vis de l'Europe qu'elle peut le résigner.

Les Iles Ioniennes devraient donc redevenir, le jour où l'Angleterre cesserait de présider à leurs destinées, ce qu'elles étaient avant que la Grande-Bretagne n'acceptât la tutelle, c'est-à-dire se retrouver en pleine possession d'elles-mêmes et le Gouvernement de Sa Majesté britannique ne se conformerait qu'imparfaitement, dans la pensée de la Cour de Russie, à l'esprit et à la lettre de la convention du 15 novembre 1815, s'il en faisait découler pour lui la faculté de céder directement les Sept-Iles à la Grèce, surtout avec des conditions et des réserves.

Telle serait l'analyse très exacte de la dépêche du prince Gortschakoff, qui aurait été expédiée de Saint-Petersbourg, vers le milieu du mois dernier.

OSÈQUES SOLENNELLES DE S. EM. LE CARDINAL MORLOT.

Le clergé et la population de Paris viennent de conduire à sa dernière demeure l'éminent et pieux prélat que, depuis six années, ils avaient appris à aimer et à vénérer.

Cette cérémonie a été entourée de tout l'éclat extérieur qui était dû à un des premiers dignitaires de l'Eglise et de l'Etat; elle s'est accomplie au milieu du recueillement et du respect que la religion seule inspire.

Le bourdon de Notre-Dame et toutes les cloches des paroisses ont annoncé, dès sept heures, la funèbre solennité.

La foule se pressait déjà aux abords de l'Archevêché, rue de Grenelle. Le temps était aussi favorable qu'on pouvait le désirer en cette saison. Bientôt ont paru les troupes désignées pour la cérémonie, qui comprenaient une division d'infanterie et quatre escadrons de cavalerie, comme pour un maréchal de France non pourvu de commandement. Une affluence considérable n'a pas tardé à se former sur tous les points que devait parcourir le cortège.

A huit heures et un quart, les membres du chapitre métropolitain, ayant à leur tête les trois vicaires généraux capitulaires, se sont rendus au palais archiepiscopal pour procéder à la levée du corps, qui avait été placé, la veille, dans un triple cercueil. M. l'abbé Buquet officiait à cette première fonction, qu'il avait déjà remplie aux obsèques de Mgr Sibour.

A huit heures et demie, le cortège s'est mis en marche dans l'ordre suivant:

Un détachement de la garde de Paris à cheval;

Deux escadrons du 6^e lanciers;
La 1^{re} brigade de la 1^{re} division de l'armée de Paris (30^e et 72^e de ligne);
Six voitures de deuil où se trouvaient les officiers de l'Eglise, les membres du chapitre, les vicaires capitulaires;

Les clercs portant les insignes du dévot: la croix, la mitre, la croix pectorale, le Pontifical. Un crêpe noir voilait la croix et la crosse.

Le char funèbre, traîné par six chevaux richement caparaonnés, et signalé au loin par la croix d'argent qui la surmontait, recouverte du chapeau cardinalice.

Les cordons du poêle étaient tenus par M. Debeauvais, curé de Saint-Thomas-d'Aquin; M. de Vaise, vicaire général de la grande aumônerie; un chanoine du chapitre impérial de Saint-Denis, et M. Molinier, doyen du chapitre métropolitain;

Le deuil était conduit par MM. Lagarde, de Cuttoli, Lemée et Petit, secrétaires généraux et particuliers de Son Eminence;

Des députations des grands corps de l'Etat, de l'armée, des cours et tribunaux, des écoles, des sociétés charitables, etc.;

Quatre officiers de la maison de l'Empereur à cheval; deux voitures d'apparat de la cour avec des laquais à la grande livrée;

Quatorze voitures de deuil;
La dernière brigade de la 2^e division d'infanterie (60^e et 97^e);
Une batterie attelée du 9^e d'artillerie;

Deux escadrons du 8^e lanciers;
Un détachement de la garde de Paris fermait la marche.

Les troupes, placées sous le commandement en chef du général Soumain, étaient commandées, en outre, chaque brigade par son général et chaque régiment par son colonel, musique en tête, tambours volés, drapeaux recouverts de crêpes.

Des escortes d'honneur accompagnaient les députations des grands corps de l'Etat se rendant à Notre-Dame.

Le cortège a suivi la rue de Grenelle, la rue de Bourgogne, les quais de la rive gauche jusqu'au Petit-Pont.

Rien ne saurait rendre le caractère imposant de cette marche funèbre, ni l'impression que produisaient, au milieu de la foule amassée sur le passage du convoi, ce long défilé qui semblait prolonger le deuil à travers la capitale, ces musiques militaires jouant des airs funèbres, ce cortège où toute la France était représentée! Comment retracer aussi l'attitude respectueuse, le recueillement si profondément sympathique et attristé de la population parisienne? Sur l'itinéraire du cortège, un grand nombre de magasins

FEUILLETON DU JOURNAL DE ROUBAIX
DU 11 JANVIER 1863.

ZIÉTEN.

Le major-général Othon de Schwerin se promenait avec humeur d'un bout de sa chambre à l'autre. Les bougies étaient à moitié brûlées, mais le général et un de ses collègues étaient occupés à discuter et à boire de ce bon vin du Rhin, dont les bouteilles vides commençaient à s'amonceler sur une petite table de marbre et les deux guerriers ne songeaient pas du tout à se séparer.

Schwerin, qui, depuis l'an 1748, avait quitté le service, et vivait en simple particulier auprès d'Anclam, était un très beau vieillard: de beaux cheveux ondulés, à la mode du temps, flottaient sur son front large et découvert, et de nobles sourcils brillaient sur ses yeux impérieux. Dans sa contenance, dans chacun de ses regards, se décelait le courage guerrier, l'homme superbe.

L'autre général était beaucoup moins grand; son cou disparaissait sous la hauteur de ses épaules; une chevelure simple et unie lui retombait jusqu'au milieu du dos, et laissait à découvert une figure où l'on distinguait des lèvres fortement prononcées, qui, de concert avec un grand nez aquilin, emprisonnaient d'épaisses moustaches. Il avait dans les yeux une expression fébrile et de forte volonté, qui

subjugait invinciblement; il portait l'uniforme rouge du régiment de Ziéten-hussard; et c'était Ziéten lui-même.

— Si je savais du moins ce que le Vieux peut vouloir de moi! Me voilà depuis quatre jours dans ce détestable Berlin, où son ordre m'a fait venir, et plutôt à Dieu que personne ne s'y fût occupé de moi!

— Mon cher Schwerin, ni toi ni moi ne sommes plus de mode à la cour. Je m'étonne de ton chagrin. A Tein, à Hennesdorf-le-Catholique, à Hohenfriedberg, on nous connaissait; on savait où nous trouver; mais maintenant tout est changé.

En disant ces mots, Ziéten souffrait visiblement.

— Du reste, si le Vieux pense me gagner, il se trompe fort, il m'a trop offensé.... Il est dur de recevoir une humiliation sans avoir rien fait pour se l'attirer! Enfin, j'ai engagé ma parole d'honneur de ne plus dégrader l'épée à la tête de mon régiment.

— Ton régiment? est-ce que tu as oublié que tu n'es plus au service?

— Je ne donnerai jamais d'autre nom au régiment de dragons d'Anspach-et-Bayreuth. Je le commandais à Hohenfriedberg, où il a emporté soixante-sept drapeaux et cinq canons, avec une paire de timballes. Alors j'étais de tous les côtés le cher commandant Schwerin; et le régiment avec lequel j'ai fait un si beau coup je devrais l'appeler autrement que de mon nom! C'est impossible.

— Cependant, quatre ans après, le roi a appelé ce régiment un régiment d'ivrognes, et il l'a traité comme on traite un valet de chambre, en présence de ton état-major.

— Oui, il l'a fait en m'arrachant d'un emploi qui faisait toute ma joie; mais je

lui si répondu en gentilhomme: Je veux que le diable m'emporte si je tire jamais mon épée à la tête de mon régiment! et un Schwerin tient sa parole, comme chacun sait.

— Je n'ai pas fait un pareil serment devant le roi; mais, depuis notre dernière manœuvre entre Spandau et Pichelsdorf, mon nom ne se prononce plus à la cour: je suis comme rayé des cadres; je ne fais plus faire l'exercice à mon régiment; je ne porte plus la peau de lièvre; je ne reçois plus de rapports de mes officiers, et si les choses sont encore ainsi quelque temps, je finirai par me réunir avec toi à Anclam.

— Mais raconte-moi donc comment et pourquoi tu es tombé dans la disgrâce du Vieux. Ton régiment est un véritable modèle, et le Vieux comptait beaucoup sur toi.

— Je suis tombé en disgrâce comme on y tombe ordinairement; et les choses datent de l'année dernière. Je fus invité à un repas donné à Postdam, où se trouvait le.... le.... tu sais bien qui je veux dire, et je ne prononçai jamais son nom. Je ne tardai pas à m'apercevoir qu'il se passait, à mon égard, quelque chose d'extraordinaire, car, à table, la conversation fut amenée sur le chapitre des dispositions. Il ne fut question pour tout le monde que de raisons stratégiques, de déploiement en échiquier masqué, de.... Que sais-je? Enfin mon tour arriva, et le Vieux me regarda avec ses grands yeux, tout en saupoudrant sa jabotière et son assiette avec son tabac d'Espagne, qu'il allait puiser à poignées dans la poche de sa veste. Il est diablement sale et baroque.... Et voilà que je m'écriai tout résolu: Que le diable emporte les dispositions! Quand

l'ennemi est devant moi, je ne suis pas aveugle, et j'examine le terrain; je les fais sur le champ, mes dispositions de bataille, et puis après, marche en avant! Ceci fit un très mauvais effet; le Vieux haussa les épaules.

— Ce sont tout autant de renards de plume, de héros de bouche du quartier-général aux écritures! Cela leur sied bien de vouloir nous faire faire des plongeurs dans l'encre. Mais ce ne peut pas être la cause qui t'éloigne de ton régiment. Quelle est donc cette affaire de Spandau, dont tu me parlais tout à l'heure?

— Ah! c'est un tour de ce Nadyschtzander, de ce Hongrois tombé des nues, de ce coquin qui a voulu faire son coup d'essai avec mon régiment, dont il ambitionnait le commandement, et qui avait eu le soin, pour y parvenir, d'étourdir les oreilles du roi avec des projets de toute espèce. Nous avions reçu pour huit jours les ordres de la manœuvre du camp, et dès la première journée, comme je faisais faire à mon régiment une attaque simulée de la place, où la baïonnette agissait de franc jeu, le roi me dit devant tout l'état-major: Mais c'est un indigne carnage! Retirez-vous, je ne veux plus voir manœuvrer votre régiment!

— Et que répondis-tu?

— Rien. Je remis mon épée dans le fourreau, je commandai la conversion, et du camp de manœuvre je rentrai tout tranquillement à Berlin avec mon régiment, qui comptait à peine deux à trois cents blessés.

— Comment donc? tu n'as pas craint de quitter le camp de la manœuvre!... Mais tu es donc fou? Et le roi ne t'a pas fait rendre ton épée, et il ne t'a pas cassé, dégradé, puni!...

— Il ne m'a pas dit un mot. Il fit changer la manœuvre. Et, du reste, si j'étais parti, c'était pour qu'il ne vit plus mon régiment.

— Tu diras ce que tu voudras. Ziéten, mais je trouve que c'est un peu fort. Cependant tu es conduit en brave militaire, qui sent ce qu'il est et ce qu'il vaut; moi-même, je voudrais bien trouver l'occasion de dire à la barbe du Vieux ce qui me pèse sur le cœur.

A ces mots, on entendit frapper à la porte.

— Dar'eufl! qui est-ce qui vient encore nous déranger?

La porte fut ouverte, et le roi Frédéric entra.

— Bonsoir, Messieurs! Ziéten et Schwerin restèrent pétrifiés. Le premier se leva brusquement de dessus un sofa, et sous une contenance respectueusement militaire, il se tint à côté de Schwerin, qui bougonnait son habit, les yeux fixés sur le parquet.

— Je viens de chez vous, Schwerin, où l'on m'a dit que vous étiez chez votre ami Ziéten. Dans ce moment j'ai beaucoup d'affaires, et je ne puis attendre à demain. Ce que j'avais à vous dire est ceci: votre régiment recevra demain matin son ordre de départ, et il faut que vous partiez sur le champ pour Pasewalk, afin que l'ordre de marche n'arrive pas à la garnison avant le chef de la brigade.

— Pardon, Sire: mais je n'ai plus l'honneur d'être à votre glorieux service.

— A l'égard des frais de route, vous vous entendrez avec mon intendant militaire. Il parait que l'ordre était inattendu, Monsieur le major-général? Mais c'est aux femmes qu'il faut vous en prendre. La Pompadour n'a pas eu de repos qu'elle